

L'ANC maintient sa confiance à Zuma, appelé à démissionner

@rib News, 29/11/2016 â€“ Source Reuters Le CongrÃ©s national africain (ANC) au pouvoir en Afrique du Sud a assurÃ© mardi que sa direction avait renouvelÃ© son soutien au prÃ©sident Jacob Zuma aprÃ©s des informations rÃ©vÃ©lÃ©es par la presse selon lesquelles quatre ministres l'avaient appelÃ© Ã dÃ©missionner. Jacob Zuma, 74 ans, est empÃªtrÃ© dans les scandales de corruption depuis qu'il a pris ses fonctions en 2009, ce qui pÃ©nalise lourdement l'Ã©conomie sud-africaine en dÃ©courageant les investissements et en faisant chuter le rand.

Mardi, la monnaie nationale ZAR=D3Ã a encore perdu 2,5% face au dollar aprÃ©s l'annonce de l'ANC, qui a douchÃ© les espoirs d'une rÃ©solution rapide de la crise politique. "Le comitÃ© directeur (de l'ANC) n'a pas soutenu les appels Ã la dÃ©mission du prÃ©sident", a dit le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti Gwede Mantashe pendant une confÃ©rence de presse. "C'est une question aÃ©tÃ©e dÃ©battue ouvertement, avec vigueur et cela a parfois Ã©tÃ© trÃ©s difficile pour les membres eux-mÃªmes", il ajoutÃ©. Alors que des rumeurs de motion de dÃ©fiance avaient circulÃ© avant la rÃ©union de la direction de l'ANC, qui s'est achevÃ©e lundi soir, Gwede Mantashe a assurÃ© qu'il n'en avait rien Ã©tÃ©. "Il n'y a pas eu de vote de dÃ©fiance pendant cette rÃ©union. Il y a eu un appel Ã la dÃ©mission du prÃ©sident, mais cet appel n'a pas abouti aprÃ©s rÃ©flexion des participants", a dit le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral. "Le fait que nous n'ayons pas contraint le prÃ©sident Ã dÃ©missionner signifie que nous l'avons confirmÃ© en tant que prÃ©sident de l'ANC et prÃ©sident de la rÃ©publique." Les ministres frondeurs ne seront pas sanctionnÃ©s, a prÃ©cisÃ© Gwede Mantashe. Selon la presse locale, la proposition de vote de dÃ©fiance Ã©manait du ministre du Tourisme, Derek Hanekom, qui appartient Ã la minoritÃ© blanche. Ã BBC Afrique, 29 novembre 2016 Zuma Ã©chappe Ã une destitution La direction de l'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud, a rejetÃ© l'appel lancÃ© par certains de ses membres pour la dÃ©mission du prÃ©sident Jacob Zuma. Le rejet de la motion visant Ã dÃ©mettre M. Zuma de ses fonctions de chef de l'Etat a eu lieu lundi soir, lors d'une rÃ©union entamÃ©e depuis samedi, selon plusieurs mÃ©dias sud-africains. La motion a Ã©tÃ© proposÃ©e, Ã la surprise gÃ©nÃ©rale, par le ministre du Tourisme, Derek Hanekom, qui avait le soutien de ses collÃ©gues chargÃ©s de la SantÃ©, Aaron Motsoaledi, et des Travaux publics, Thulas Nxesi. Le deuxiÃ©me mandat de Jacob Zuma, entamÃ© en 2014 pour cinq ans, a Ã©tÃ© marquÃ© par de nombreuses accusations de corruption et de trafic d'influence contre lui. Il a Ã©chappÃ© Ã de nombreuses initiatives lancÃ©es pour sa dÃ©mission, mais c'est la premiÃ¨re fois qu'une dÃ©marche est entamÃ©e au sein de l'ANC pour l'Ã©carter du pouvoir. Mardi aprÃ©s-midi, les responsables de la direction du parti donnent une confÃ©rence de presse, durant laquelle ils pourraient rendre publiques les conclusions de la rÃ©union de trois jours consacrÃ©e Ã la motion de dÃ©fiance proposÃ©e par le ministre du Tourisme, selon ValÃ©rie Hirsch, une correspondante de BBC Afrique Ã Johannesburg. Paradoxalement... Le dÃ©bat auquel ont participÃ© 78 membres de la direction de l'ANC a Ã©tÃ© houleux, selon des responsables qui y ont pris part. Paradoxalement, les 80 membres du comitÃ© exÃ©cutif du parti peuvent dÃ©mettre Jacob Zuma de ses fonctions de chef de l'Etat, mais ils ne sont pas compÃ©tents pour l'Ã©carter de la prÃ©sidence du parti, rappelle Hirsch. En 2008, ils avaient forcÃ© son prÃ©dÃ©cesseur Thabo Mbeki Ã quitter le pouvoir six mois avant la fin de son mandat. Selon des sources au sein de la direction de l'ANC, au moins 34 membres du comitÃ© exÃ©cutif de l'ANC, dont le chef des Ã©lus du parti au Parlement, se sont prononcÃ©s pour sa dÃ©mission. Quelle que soit la dÃ©cision prise, le chef de l'Etat est trÃ©s affaibli par les accusations de corruption et les appels Ã la dÃ©mission. Il pourrait comparaÃ©tre samedi devant le comitÃ© de dÃ©ontologie de l'ANC, Ã la demande de 101 vÃ©tÃ©rans du parti, dont Ahmed Kathrada (1918-2013), un militant anti-apartheid et ancien compagnon de lutte de Nelson Mandela, le premier prÃ©sident noir de l'Afrique du Sud.